

L'ÉDITO

par Philippe LAWSON

Appel à l'Europe

Comme on pouvait s'y attendre, le ministre-Président wallon Willy Borsus (MR) a décidé de retirer 7 licences d'exportation d'armes à la FN Herstal pour l'Arabie saoudite. Il

respecte ainsi un arrêt de suspension du conseil d'État prononcé fin juin 2018 et qui épinglait des problèmes de procédure.

La décision de retrait des autorités régionales ne pénalisera pas tellement les activités de la FN Herstal. Cependant les effets de la décision du gouvernement dépassent l'unique sort de la FN. En effet, elle crée un précédent qui risque de porter un sérieux coup à la crédibilité de toutes les entreprises wallonnes du secteur de la défense auprès de leurs clients actuels et futurs. Le retrait des licences, qui avaient déjà été attribuées, instaure un climat d'insécurité qui risque de miner la confiance des clients des entreprises wallonnes d'armement (FN Herstal, CMI, Mecar, New Lachaussée, JDC

Innovation, etc.). Ces clients étrangers pourraient ne plus accorder d'attention aux dossiers des entreprises wallonnes qui participeront à leurs marchés de fourniture de matériels militaires. Car même si l'entreprise wallonne obtient la licence, elle n'aura aucune garantie sur son caractère définitif. La Wallonie avait adopté la même attitude dans un dossier concernant la livraison en 2005 d'une machine de fabrication de munitions à la Tanzanie. Les autorités régionales avaient retiré la licence entraînant une perte de près de 5 millions d'euros à la société New Lachaussée (Herstal). La Wallonie n'a jamais remboursé le montant comme promis.

L'Europe doit intervenir pour adopter une position claire sur les pays dont les commandes de matériels militaires ne doivent plus être prises en considération. À défaut, elle place les entreprises wallonnes et belges dans une position défavorable

par rapport à leurs concurrents dans d'autres pays de l'Union. Car la Belgique sera la seule à vouloir laver plus blanc. Or, en Wallonie, plus de 4 000 emplois dépendent directement du secteur de l'armement. De guerre lasse, certaines entreprises wallonnes seraient tentées de délocaliser leurs activités de défense sous des cieux où les autorités se contentent de respecter les règles internationales sans vouloir faire de l'excès de zèle. Et tant pis pour les pertes d'emplois en Wallonie.